



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 30/03/2026

Références : DREAL/2026/UD87-2026-75 r géorisques  
Code AIOT : 0006001281

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE BÉTONS LIMOGES**

Rue du Coudert 87000 Limoges

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement LAFARGE BÉTONS LIMOGES implanté Rue du Coudert 87000 Limoges. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE BÉTONS LIMOGES
- Rue du Coudert 87000 Limoges
- Code AIOT : 0006001281
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- 

La centrale à béton de la société LAFARGE est implantée rue du Coudert à Limoges.

Cette centrale à béton est soumise à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement .

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

## Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                    | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 6  | Plan de fonctionnement des ouvrages                             | Code de l'environnement du 27/03/2022, article R512-47     | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 8  | Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée           | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.11 de l'annexe | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 9  | Isolement du réseau de collecte                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.10 de l'annexe | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 18 | Vérification périodique des moyens de secours contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2 de l'annexe  | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                   | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Mise à disposition des fiches de données de sécurité           | Règlement européen du 18/12/2006, article 35              | Sans objet        |
| 2  | Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles  | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5            | Sans objet        |
| 3  | Capacités de rétention des produits chimiques                  | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.9 de l'annexe | Sans objet        |
| 4  | Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.9 de l'annexe | Sans objet        |
| 5  | Etat des stocks de produits chimiques                          | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5 de l'annexe | Sans objet        |
| 7  | Surveillance de l'exploitation                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.1 de l'annexe | Sans objet        |
| 10 | Consommation d'eau pour la production de la centrale à béton   | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4 de l'annexe | Sans objet        |
| 11 | Estimation des volumes mensuels rejetés                        | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.6 de l'annexe | Sans objet        |
| 12 | Plan des stockages de  | Arrêté Ministériel du 26/11/2011,                         | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                                   | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
|    | produits dangereux                                    | article 3.5 de l'annexe                                   |                   |
| 13 | Connaissance des produits – Étiquetage                | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.3 de l'annexe | Sans objet        |
| 14 | Registre de suivi des déchets dangereux               | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 7.5 de l'annexe | Sans objet        |
| 15 | Surveillance par l'exploitant des émissions sonores   | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.4 de l'annexe | Sans objet        |
| 16 | Mesures de poussières                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 6.3 de l'annexe | Sans objet        |
| 17 | Vérification périodique des installations électriques | Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.6 de l'annexe | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats nécessitant des actions correctives pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à disposition des fiches de données de sécurité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 35  |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des fiches de données de sécurité   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué les fiches de données de sécurité (FDS) de chaque substance chimique utilisée (mentions de danger, pictogrammes, recommandations...).   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>L'exploitant doit s'assurer que les fiches de données de sécurité soient à disposition et aisément consultables par le personnel sur le site d'exploitation.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5                     |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles |

|  |
|--|
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |
| Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.                                      |
| <b>Constats :</b>  |
| L'exploitant a communiqué une fiche de consignes d'exploitations destinées au personnel pour la manipulation et le stockage des produits chimiques et les mesures prises en cas de déversement des produits chimiques et d'incendie ainsi que la gestion des situations d'urgence. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>   |
| <b>Ces consignes d'exploitation doivent être tenues à la disposition du personnel sur le lieu d'activité.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.9 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Capacités de rétention des produits chimiques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le stockage de produits liquides, notamment d'adjuvants, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir.<br>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.<br>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.<br>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fourni des plans de situation identifiant la localisation des différentes zones de stockage et d'entreposage des produits qui précisent les volumes stockés et les capacités de rétention. Les dispositions adoptées répondent aux prescriptions contrôlées.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.9 de l'annexe           |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

|  |
|--|
| Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ou contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.  |
| <b>Constats :</b><br>L'organisation actuelle du site respecte les règles de séparation des produits chimiques incompatibles :<br>- les adjuvants, de nature chimique similaire et compatible, sont regroupés sur une grande rétention commune situé dans un local spécifique,<br>- le carburant (GNR) est isolé dans un réservoir à double paroi situé dans l'atelier production,<br>- quelques produits de natures différentes (huiles, lubrifiants, adjuvants...) stockés dans l'atelier production sont répartis sur des rétentions distinctes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 5 : État des stocks de produits chimiques

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etat des stocks de produits chimiques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site. Ce plan est daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.<br>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fourni un inventaire des substances présentes sur site, accompagné d'un plan de situation identifiant la localisation des différentes zones de stockage et d'entreposage des produits.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 6 : Plan de fonctionnement des ouvrages

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/03/2022, article R512-47   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Plan de fonctionnement des ouvrages  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le déclarant produit :<br>- un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ;<br>- un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et, au besoin, de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés. L'échelle peut être réduite au 1/1 000 pour rendre visibles les éléments mentionnés ci-dessus. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué un plan du circuit d'eau du process ainsi qu'un plan sur la gestion de l'écoulement des eaux pluviales.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>En complément, l'exploitant doit identifier sur le plan l'origine du point d'alimentation de l'eau :</b>   |

|  |
|--|
| <b>point de captage/réseau eau de ville et acheminement du circuit d'eau dans le process.</b>      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

#### N° 7 : Surveillance de l'exploitation

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.1 de l'annexe  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance de l'exploitation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.<br>Une procédure d'alerte est à sa disposition pour lui permettre de contacter rapidement le responsable d'intervention de l'établissement et les services d'incendie et de secours, en tant que de besoin. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué à l'inspection une fiche sur la procédure d'alerte en cas d'incident/accident environnement.   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>Ces consignes d'exploitation doivent être tenues à la disposition du personnel et affichées sur les lieux d'activités du site.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 8 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.11 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>« Paramètres : Température, pH, Matières en suspension totales, Chrome, Chrome hexavalent, Hydrocarbures totaux.<br>Si rejets dans le milieu naturel :<br>La fréquence des prélèvements et analyses est semestrielle. Si, à l'issue de deux campagnes semestrielles de mesures consécutives, les résultats des analyses sont inférieurs aux valeurs prévues au point 5-7, les prélèvements et analyses sont effectués au moins tous les trois ans (contrôle trisannuel). Si pour un des paramètres ci-contre, le résultat de l'analyse est supérieur ou égal à la valeur limite autorisée, la fréquence des prélèvements et analyses pour ce paramètre est de nouveau semestrielle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.[...] Nonobstant les dispositions du point 1-4, les documents relatifs aux deux dernières campagnes de mesures sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » |
| <b>Constats :</b><br>Le rapport de la dernière campagne d'analyses du rejet d'eau réalisée en date du 25/06/2025 par le laboratoire d'analyses SGS présentent des valeurs conformes.<br><b>Toutefois, lors de cette dernière visite d'inspection au cours d'un épisode pluvieux, il a été constaté un volume de rejet d'eau de ruissellement et de lessivages des sols conséquent</b>   |

visiblement chargé en sortie du site d'exploitation de la centrale d'enrobés susceptible d'impacter en aval le milieu naturel récepteur.

A cet égard, la vitesse de passage de l'eau semble trop élevée pour permettre une décantation efficace des particules fines dans le bassin de rétention qui génèrent une mise en charge hydraulique du séparateur à hydrocarbures et du débourbeur avec un rejet direct d'eaux de lessivage non traitées vers l'extérieur du site d'exploitation.

Par ailleurs, il semble que la boîte d'entrée et du by-pass du séparateur à hydrocarbures ont été modifiés par rapport à l'ouvrage d'origine (voir photo 1).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de caractériser la qualité des eaux de rejet, l'exploitant doit réaliser 3 campagnes mensuelles d'analyses en période pluvieuse et les communiquer à l'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant doit remettre en état la boîte d'entrée et du bypass du séparateur à hydrocarbures. L'exploitant a indiqué par courriel du 02/10/2025 qu'un devis de remise en état avait été demandé auprès du fournisseur suite à sa visite sur site en date du 29/08/2025.

Après intervention, l'exploitant devra fournir une facture à l'inspection afin d'attester de l'opération réalisée sur l'ouvrage.

En complément, l'exploitant doit justifier de l'usage éventuel de cette vanne située en bas de la cuve (voir photo 2 ci-jointe) qui n'est probablement pas condamnée de manière permanente.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

Photo 1



Photo 2



**N° 9 : Isolement du réseau de collecte**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 2.10 de l'annexe  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir de déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de façon à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou tout écoulement accidentel (par exemple, fuite suite à accident de transport, rupture de récipient, cuvette, etc.). Les zones visées par la mise en place de ces dispositifs concernent notamment les aires de stockage ou de manipulation des adjuvants et matières dangereux susceptibles de créer une pollution de l'eau."</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Sur le plan de gestion des eaux pluviales communiqué par l'exploitant, il n'apparaît pas l'identification de dispositif permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement et contenir une pollution accidentelle.</p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier à l'inspection avec photo à l'appui l'existence d'organe d'obturation manuel ou automatique (type vanne de sectionnement, vanne guillotine ou obturateur gonflable) spécifiquement dédié à l'isolement du réseau de collecte en cas de pollution accidentelle et permettant de sécuriser le point de rejet d'eau pluviale en cas d'incident majeur ou d'incendie, évitant ainsi la déversement d'eaux d'extinction polluées dans le milieu naturel.</p> <p>Ce dispositif doit être mentionné explicitement sur le plan de gestion des eaux pluviales et être transmis à l'inspection.</p>                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 10 : Consommation d'eau pour la production de la centrale à béton**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.4 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Consommation d'eau pour la production de la centrale à béton  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. Les eaux industrielles (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) sont recyclées en fabrication. Le recyclage des autres effluents liquides est privilégié, notamment pour les eaux pluviales.<br>La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 350 l/m <sup>3</sup> , en moyenne mensuelle, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes ou des espaces verts.<br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du respect de ce ratio.<br>Lorsque la consommation totale d'eau excède 10 000 m <sup>3</sup> /an, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées au cours du premier trimestre, la quantité totale consommée au cours de l'année précédente." |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a présenté une extraction en 2025 de la quantité d'eau consommée mensuelle par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué qui montrent des valeurs < 350 l/m <sup>3</sup> en moyenne mensuelle.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 11 : Estimation des volumes mensuels rejetés**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.6 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Estimation des volumes mensuels rejetés   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"À défaut de recyclage, la quantité d'eau industrielle rejetée (effluents liquides résultant du fonctionnement et du nettoyage des installations de production) est mesurée ou à défaut évaluée et enregistrée mensuellement. " |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a indiqué que les eaux industrielles sont entièrement recyclées pour des fins de production et d'entretien de la zone de process.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 12 : Plan des stockages de produits dangereux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.5 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Plan des stockages de produits dangereux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site. Ce plan est daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.<br>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation." |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué à l'inspection les plans identifiant les points de stockage et la nature des produits dangereux stockés sur site.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 13 : Connaissance des produits – Étiquetage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.3 de l'annexe  |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Connaissance des produits – Étiquetage  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"L'exploitant dispose en permanence des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux et des adjuvants présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité."  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant tient à disposition les fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés sur le site, lesquelles doivent être accessibles en permanence au personnel.<br>Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de panneaux signalétiques affichés sur le local adjuvants informant le personnel d'exploitation sur l'exposition des risques liés à la manipulation des produits chimiques. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>L'exploitant doit s'assurer que ces fiches de données sécurité doivent être disponibles et accessibles en permanence aisément pour le personnel d'exploitation sur site.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 14 : Registre de suivi des déchets dangereux**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 7.5 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Registre de suivi des déchets dangereux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>« Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) est tenu à jour. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés cinq ans." |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué à l'inspection un extrait du registre de suivi d'évacuation des déchets pour le recyclage des substances en 2025.<br>Par ailleurs, l'exploitant a communiqué le bon de suivi déchets correspondant à la dernière opération d'hydro-curage du séparateur à hydrocarbures et du débourbeur en date du 18 juin 2025.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 15 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 8.4 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant des émissions sonores  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant de contrôler la limite de niveau de bruit fixée en limite de propriété et d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.<br>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme |

|  |
|--|
| <p>qualifié selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les installations dont la capacité de malaxage est inférieure ou égale à 2,9 m<sup>3</sup> : au moins tous les trois ans ;</li> <li>- pour les autres installations de fabrication de béton prêt à l'emploi :</li> <li>- la fréquence des mesures est au minimum annuelle ;</li> <li>- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, les mesures sont réalisées au minimum une fois tous les trois ans ;</li> <li>- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures est de nouveau au minimum annuelle."</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué à l'inspection le rapport de la dernière campagne de mesures de bruit en date du 2 octobre 2024 réalisé par l'organisme SGS. Les mesures acoustiques sont conformes aux seuils réglementaires.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de mesures de bruit sera réalisée en 2027.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 16 : Mesures de poussières

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 6.3 de l'annexe</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de poussières</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance des retombées des poussières.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.</p> <p>Une campagne de mesure de retombées de poussières est réalisée une fois tous les deux ans, en période correspondant à la plus faible hygrométrie annuelle.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué à l'inspection les dernières mesures de poussières de la campagne du 09/07/2025 au 28/07/2025 réalisé par l'organisme ARES CONTROLE.</p> <p>Les mesures sont inférieures au seuil de 500 mg/m<sup>2</sup>/j. L'empoussièrement global aux alentours de la centrale étant qualifié de faible à fort (pour les plaquettes 2 et 3).</p> <p>Le rapport conclue que la situation du point 2 (429 mg/m<sup>2</sup>/j) est exposé aux vents dominants d'ouest qui ont pu ramener des matériaux depuis la zone de stockage. Pour le point 3 (396,1 mg/m<sup>2</sup>/j), sa proximité avec la chargeuse en fait effectivement un point défavorable de la centrale en terme de génération de poussières.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une prochaine campagne de mesures des retombées de poussières est prévue cette année.</p> <p><b>Le rapport de cette campagne de mesures sera à communiquer à l'inspection.</b></p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 17 : Vérification périodique des installations électriques**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 3.6 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>"Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. »                        |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué le rapport du dernier contrôle des installations électriques en date du 01/10/2025 réalisé par l'organisme de contrôle Dekra. Ce rapport présente aucune observation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 18 : Vérification périodique des moyens de secours contre l'incendie**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 4.2 de l'annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des moyens de secours contre l'incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>«L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, régulièrement éprouvés et en bon état de fonctionnement, notamment :- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité minimale permettant de garantir la défense contre un éventuel incendie des installations ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.Le personnel est formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.» |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a communiqué à l'inspection le dernier rapport de maintenance des extincteurs en date du 22 et 23/04/2025 réalisé par l'organisme de contrôle IPSI Sécurité Incendie qui relève aucune non-conformité.<br><b>En revanche, le rapport présenté à l'inspection sur la maintenance préventive du système de sécurité incendie réalisé en date du 22 et 23/04/2025 par l'organisme de contrôle IPSI Sécurité Incendie relève des anomalies sur les points suivants :</b><br><ul style="list-style-type: none"><li>- Type 4 secteur Entrée bureaux RDC : fonctionnement non satisfaisant</li><li>- Certains déclencheurs manuels non vérifiés en exploitation</li><li>- Diffuseurs sonores non vérifiés en exploitation</li></ul>   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit programmer une intervention pour lever la dernière non-conformité.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |